

De: **sonmez93** sonmez93@bluewin.ch  
Objet: PETITION BOILLAT 2006  
Date: 10 avril 2006 à 01:17  
À: <"Undisclosed-Recipient;"@vtx.ch> "Undisclosed-Recipient;"@vtx.ch

S

Merci de vous brancher sur : <http://berne.laboillat.ch>, afin de signer la pétition de soutien.  
Amicalement.  
DEMIR SONMEZ

## PETITION BOILLAT 2006

### A l'Etat de Berne

pour qu'il exerce un Droit de préemption sur les actions d'un fournisseur de l'industrie horlogère en danger

Pour la création d'une société d'utilité publique et sociale sous la responsabilité des cantons et communes concernées

Après les 112 licenciements des travailleurs de La Boillat prononcés par Swissmetal, signifiés alors qu'une médiation au conflit est en cours,

vu les déclarations récurrentes des représentants des propriétaires de La Boillat ; sur leurs objectifs financiers,

il devient évident que ceux-là oeuvrent à la liquidation d'un fleuron industriel ; ce qui va mettre en danger toute l'activité économique de la région et du secteur d'activité concerné par tout le pays.

Dès lors, pour entraver cette liquidation et préserver un outil de travail et des savoir-faire dont la nécessité économique est avérée, l'utilité publique incontestable, et le rôle de cohérence sociale indéniable, les personnes soussignées demandent aux autorités du canton de Berne d'exercer un Droit de préemption sur les actions de Swissmetal jusqu'à concurrence de la valeur de l'usine de La Boillat.

L'exercice du droit de préemption fixé par arrêté de la puissance publique devra permettre

1. l'acquisition immédiate des actions à un prix non spéculatif (qui pourrait être défini par un collège de spécialistes constitué à cet effet) ;
2. l'annulation de toutes les prérogatives légales et juridiques de Swissmetal sur La Boillat
3. la création d'une société d'utilité publique et sociale sous la responsabilité des cantons et communes concernées.

### Aux autorités des cantons suisses

**pour qu'elles décident d'impulser une initiative parlementaire** demandant aux Chambres fédérales de revisiter le droit des sociétés pour y introduire la faculté des organes politiques du pays de protéger certaines entreprises et de les soustraire à la désorganisation économique consécutive à la maladresse ou au souci de lucre de leur propriétaire.

### Téléchargez [la pétition](#)

au format pdf. Imprimez-la, signez-la, faites-la signer.

Retournez les pétitions signées avant le 28 avril 17h à:

CLF petition\_Boillat\_2006, p.a. usine3, Grand Rue 25, 2732 Reconvilier

### Signez aussi la pétition électronique

Titre*:	<input type="text" value="- Choisir -"/>
Nom*:	<input type="text"/>
Prénom*:	<input type="text"/>
Année de naissance*:	<input type="text"/>
Adresse*:	<input type="text"/>
Commune électorale*:	<input type="text"/>
Adresse courriel*:	<input type="text"/>
Canton de résidence*	<input type="text" value="- Choisir -"/>

Reference

Effacer

Signer